



Oser la démocratie face à la crise de l'Europe

Par **STEFAN COLLIGNON**
Professeur à l'École des hautes études de Pise et ancien fonctionnaire du Trésor allemand et **CHRISTIAN PAUL** Ancien ministre et député socialiste, préside le Laboratoire des idées du PS

Demain, ce ne sont pas des «abandons de souveraineté» qu'il faudra faire accepter aux Français, mais des progrès de souveraineté partagée.

Encore un sommet pour sauver l'Europe et, nouvelle fois, la crise s'approfondit. Après l'euro, c'est toute la construction européenne qui est ébranlée. Les Européens ont besoin d'une Europe forte qui les protège et d'une Europe démocratique qui les respecte. Pour lutter contre les spéculations irresponsables, défendre les règles du juste échange dans la jungle du commerce mondial, et relancer nos économies en panne de croissance. Les spéculateurs se sont engouffrés dans la faille béante d'une démocratie européenne encore trop faible face aux marchés. Ils appuient où cela fait mal, ils vont continuer si les plans de sauvetage restent aussi tièdes. La pseudo «refondation» proclamée à Toulon par Nicolas Sarkozy n'est qu'un assemblage inquiétant, servant essentiellement de rampe de lancement à des années d'austérité budgétaire sous contrôle communautaire, avec sanctions automatiques, sans contrepoids démocratique. La France paie cash la vision européenne de Nicolas Sarkozy. Plus suiveur que sauveur, Nicolas Sarkozy a le verbe haut, mais le profil bas. Si le dialogue franco-allemand se résume dans les prochains mois à plus d'austérité, de récession et de chômage, sans savoir amortir le choc immédiat des dettes souveraines existantes, il sèmera des cortèges de colère. Si l'Europe s'oriente vers un directoire de chefs d'Etats, elle se rétrécit. L'Europe dirigée à quelques-uns abdiquera solidarité et efficacité, et cette forme de souveraineté partagée que l'euro lui confère. Pire, accepter sans contreparties solidaires des abandons de souveraineté budgétaire, manipuler la «fameuse» règle d'or à des fins électorales, voilà deux raisons qui pourraient détourner les Français de l'esprit européen. S'il y a rupture, c'est avec le modèle social de l'Europe. S'il y a une vérité, c'est la souveraineté rendue illusoire face aux marchés. Nous devons offrir aux peuples européens, aux Français en 2012, comme aux

Allemands en 2013, une autre vision. Des outils sont à portée de main, sans modification préalable des traités. L'accord de Bruxelles se trompe de crise : il se focalise sur la gestion des dettes futures, alors que les marchés cherchent à se débarrasser des titres existants par manque de liquidité. On peut entendre que Berlin ait répugné à mobiliser tous les outils, tant la défiance s'est installée, depuis 2007, dans la relation franco-allemande. Mais chaque jour qui passe rend encore plus nécessaire l'intervention de la Banque centrale européenne pour assurer l'approvisionnement en liquidités et pour racheter sur le marché secondaire la dette des Etats. Chaque jour qui passe presse de doter le Fonds européen de stabilité financière – quitte à le rebaptiser FME – pour aider les pays les plus vulnérables et de mutualiser une part des dettes nationales en recourant aux euro-obligations. La solidarité dans la crise doit s'accompagner d'une initiative de relance, seule à même de réduire en profondeur les déficits et l'endettement. L'UE, moins étranglée que beaucoup d'Etats, dispose des leviers d'investissements pour la recherche, les grands réseaux de transports, la transition énergétique ou numérique, pour la politique industrielle, et donc pour l'emploi. Pour financer cette stratégie, que porte François Hollande et que nous défendons, nous avons désigné les ressources : un budget de l'Union renforcé avec une capacité d'emprunt, et une fiscalité efficace, à commencer par la taxe sur les transactions financières, toujours vantée, jamais votée.

Mais nous devons aussi affirmer la perspective historique que nous voulons pour l'Europe. Héritiers du grand dessein européen du XX^e siècle, les socialistes doivent inspirer ses prochaines étapes. Helmut Schmidt a montré la voie lors du récent congrès du SPD. La discussion sur l'avenir démocratique de l'Europe permet de penser que le couple franco-allemand pourrait proposer un autre avenir que la domination des Etats qui nous est imposée par Merkozy. L'Europe d'aujourd'hui a du mal à penser la démocratie.

Il faut cesser d'interpréter l'échec du traité constitu-

tionnel, en 2005, comme un rejet du fédéralisme. Ce fut bien davantage un refus des politiques néolibérales et de l'absence de démocratie authentique dans les institutions de l'Union. Demain, ce ne sont pas des «abandons de souveraineté» qu'il faudra faire accepter aux Français, mais des progrès de souveraineté partagée. Nous défendons l'idée simple que l'euro est devenu un bien commun des Européens et que, pour décider des affaires communes, des mécanismes démocratiques sont indispensables. Les rencontres intergouvernementales, chères à Nicolas Sarkozy, ne sont pas à la hauteur. Elles ne permettent pas aux citoyens de choisir entre politiques de droite ou de gauche, entre austérité néolibérale ou Europe sociale et croissance. Elles ne permettront pas un gouvernement économique efficace, car il y aura toujours le veto d'un Etat qui défendra les intérêts particuliers contre la volonté générale.

Pour coordonner les budgets et la fiscalité, piloter la croissance, assurer la confiance dans l'euro, agir en temps réel comme dans la durée, le mode intergouvernemental traditionnel a démontré sa pesanteur conservatrice et ses limites depuis 2008. Un gouvernement économique démocratiquement légitimé ne saurait voir le jour ainsi. Il suppose en effet que la Commission européenne, le Parlement européen ainsi que les Parlements nationaux prennent part aux grandes décisions en matière de politique financière, économique et sociale. Les traités actuels n'interdisent pas de progresser dans cette voie. Pour l'Europe du «premier cercle», la responsabilité d'un vrai gouvernement économique devra s'engager, tôt ou tard, devant les citoyens, et donc devant le Parlement élu au suffrage universel par les Européens. Alors on pourra parler de démocratisation. L'exigence de démocratie est partagée en Europe, elle exprime la culture politique de notre continent. Elle peut redonner ce souffle qui fait cruellement défaut. Pour sauver l'euro, pour sauver l'Europe, nous devons oser la démocratie.

Auteurs de : «Pour la République européenne», Odile Jacob 2008.